

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
27 septembre 2023  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 25 septembre 2023, adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de Djibouti auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 23 septembre 2023 concernant la demande officielle du Gouvernement fédéral somalien tendant à la suspension pendant trois mois, pour des raisons techniques, de la réduction des effectifs de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) portant sur 3 000 membres du personnel en tenue (voir annexe), signée par les personnes suivantes :

- Le Ministre burundais des affaires étrangères et de la coopération au développement, Albert Shingiro
- Le Ministre djiboutien des affaires étrangères et de la coopération internationale, Mahmoud Ali Youssouf
- Le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères éthiopien, Demeke Mekonnen
- Le Ministre kényan des affaires étrangères et de la diaspora, Alfred Mutua
- Le Ministre ougandais des affaires étrangères, Abubaker Jeje Odongo

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Mohamed Siad **Doualeh**



**Annexe à la lettre datée du 25 septembre 2023 adressée  
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent de Djibouti  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Les pays qui fournissent des contingents à la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) expriment leur ferme appui à la demande officielle du Gouvernement fédéral somalien tendant à la suspension pendant trois mois, pour des raisons techniques, de la réduction des effectifs de l'ATMIS portant sur 3 000 membres du personnel en tenue, comme l'a précédemment indiqué le Gouvernement fédéral somalien dans une lettre adressée au Conseil de sécurité. Cette demande est motivée par la nécessité impérieuse de remédier aux problèmes cruciaux mis en évidence dans le rapport d'évaluation technique conjoint, qui a de fortes incidences sur la transition en matière de sécurité en Somalie.

Avant d'entamer la réduction des effectifs, nous faisons nôtres les préoccupations exprimées par le Gouvernement fédéral somalien en ce qui concerne l'élaboration de plans de sécurité détaillés pour les agglomérations qui avoisinent les bases opérationnelles avancées devant être fermées ou transférées. Cette planification doit être méthodiquement adaptée aux conditions de sécurité propres à chaque zone pour permettre une transition sans heurts pour ce qui est des questions de sécurité.

Les pays qui fournissent des contingents à l'ATMIS soulignent également les difficultés exceptionnelles que pose la deuxième phase de réduction des effectifs, comme exposé dans l'évaluation technique menée conjointement par l'ATMIS et le Gouvernement fédéral somalien et présentée au Conseil de sécurité le 15 septembre 2023. Ils prennent acte des difficultés particulières auxquelles la Somalie doit faire face et estiment qu'il est prudent que le Gouvernement fédéral somalien et l'ATMIS continuent d'appliquer les objectifs de référence convenus et lancent de nouvelles évaluations sur le terrain qui tiennent compte des problèmes opérationnels pointés dans l'évaluation technique conjointe avant de procéder à la deuxième phase de réduction des effectifs.

Nous félicitons le Gouvernement fédéral somalien d'avoir accéléré les opérations offensives contre les Chabab. Toutefois, nous sommes également conscients des priorités concurrentes que représente la vaste campagne militaire en cours contre les Chabab, en particulier dans le centre de la Somalie. Nous soulignons également les récents revers, comme l'attaque qui a eu lieu dans la zone de Cawsweyne, dans la région du Galguduud, le 26 août 2023.

Pour permettre le déroulement des opérations offensives en cours, nous insistons sur l'importance de la proposition tendant à suspendre pendant 90 jours le retrait de 3 000 membres du personnel en tenue de l'ATMIS. Si le Gouvernement fédéral de Somalie parvient à accomplir les tâches et priorités prescrites avant la fin de la période de 90 jours, nous estimons qu'il est essentiel que la réduction des effectifs se poursuive. Notre objectif est de faire en sorte que la Somalie dispose de l'espace nécessaire pour traiter les problèmes urgents sans précipiter le processus de transition en matière de sécurité.

Par ailleurs, les pays qui fournissent des contingents à l'ATMIS notent que la Somalie aura besoin de l'aide de partenaires internationaux pour trouver le financement nécessaire à l'entretien de ces effectifs de 3 000 militaires. Nous proposons d'employer différents postes budgétaires et de faire appel à différents partenaires pour la mise à disposition des ressources qui sont nécessaires pour poursuivre efficacement la transition en matière de sécurité. Nous sommes déterminés à collaborer avec la Somalie et ses partenaires pour obtenir l'appui financier

nécessaire à cette mission essentielle. Nous demandons instamment au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine de faciliter ces discussions et ces partenariats afin de parvenir au bon financement de cette entreprise.

Compte tenu de ces considérations, les pays qui fournissent des contingents à l'ATMIS appuient et font leur la demande d'une suspension technique de la réduction des effectifs en tenue de l'ATMIS. Nous pensons que cette suspension technique offrira le temps nécessaire pour trouver collectivement des solutions aux problèmes décrits dans le rapport d'évaluation technique conjoint, ce qui permettra en fin de compte d'assurer une transition en matière de sécurité plus fluide et plus sûre. Nous notons que la Somalie demeure déterminée à ce que soit atteint l'objectif d'un retrait complet des effectifs de l'ATMIS d'ici décembre 2024, avec une prochaine étape de réduction des effectifs en juin 2024.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à cette question et espérons que vous donnerez une suite favorable à notre demande.

Le Ministre burundais des affaires étrangères  
et de la coopération au développement  
(Signé) Albert **Shingiro**

Le Ministre djiboutien des affaires étrangères  
et de la coopération internationale  
(Signé) Mahmoud **Ali Youssouf**

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des affaires étrangères éthiopien  
(Signé) Demeke **Mekonnen**

Le Ministre kényan des affaires  
étrangères et de la diaspora  
(Signé) Alfred **Mutua**

Le Ministre ougandais des affaires étrangères  
(Signé) Abubaker **Jeje Odongo**

---